

L'usage de logiciels sans licence, déjà passe les 460 000 euros

Info

Posté par : JulieM

Publié le : 4/11/2013 11:30:00

La somme récoltée suite aux poursuites judiciaires menées par BSA | The Software Alliance pour **l'usage de logiciels sans licence, déjà passe les 460 000 euros**. Parmi les entreprises prises en faute, ce sont celles de Paris et de Nantes qui ont versé les montants les plus élevés.

Selon BSA | The Software Alliance, l'utilisation de logiciels non-conformes a coûté 465 000 € aux entreprises françaises, au premier semestre 2013, suite aux procédures judiciaires et actions juridiques menées par la BSA. Ce montant a augmenté de 25% par rapport à la même période l'année dernière. Par ailleurs, l'utilisation de logiciels illégaux a coûté plus de 110 000 € à une seule entreprise. Ces montants incluent les dommages et intérêts liés aux infractions, ainsi que les coûts supplémentaires liés à l'achat de licences logiciels conformes.

Une augmentation de 40% du nombre de régllements par rapport au 1er semestre 2012



Au premier semestre 2013, le nombre de régllements a augmenté de 40% en France par rapport au premier semestre 2012. Le coût d'utilisation de logiciels sans licences s'élève ainsi à 465 000 € pour les entreprises françaises. Ce montant représente plus de 10% du montant global collecté dans la zone Europe, qui atteint quant à lui les 4,5 millions d'€.

« L'usage de logiciels sans licence est encore très répandue en France. Cependant les entreprises ne doivent pas oublier que les logiciels illégaux sont plus fiables et sécurisés, et permettent une meilleure productivité. De plus, gérer leurs actifs logiciels permet aux entreprises d'améliorer leur efficacité et de réduire les risques », explique **François Rey**, Président du comité France de la BSA.

Les entreprises de Paris et Nantes payent le plus lourd tribut à l'absence de licences

Au cours du premier semestre 2013, les actions juridiques et judiciaires ont été intentées par

BSA | The Software Alliance à travers toute la France, mais 2 régions se distinguent particulièrement ; en effet, la non-conformité logicielle a coûté plus de 250 000 € aux entreprises parisiennes et près de 100 000 € aux entreprises nantaises.

Toutefois, selon la dernière étude sur le piratage de logiciels, réalisée au niveau régional par

BSA | The Software Alliance en collaboration avec le cabinet d'analystes IDC, l'Île-de-France et l'Ouest figurent parmi les rÃ©gions oÃ¹ l'on utilise le moins de logiciels non-conformes avec des taux de non-conformitÃ© respectifs de 34% et 36%, contre 37% pour la moyenne nationale.

Une solution pour une mise en conformitÃ© des entreprises : mettre en place la Gestion des actifs logiciels (Software Asset Management)

La « Gestion des actifs logiciels » garantit de nombreux bÃ©nÃ©fices : rationalisation du portefeuille de logiciels, rÃ©duction des coÃ»ts (via l'Ã©limination de logiciels inutilisÃ©s ou du trop grand nombre de licences), optimisation du SystÃ©me d'Information au service de l'organisation et rÃ©duction des risques d'image ainsi que financiers, juridiques, ou liÃ©s Ã la sÃ©curitÃ©.

BSA | The Software Alliance a participÃ© aux travaux de l'AFNOR qui visaient Ã Ã©laborer un guide d'Application de la norme ISO/IEC 19770-1:2012 relative Ã la Gestion des Actifs Logiciels, ou « Software Asset Management » (SAM).

Disponible depuis le mois de juin 2013, ce guide a Ã©tÃ© Ã©laborÃ© pour faciliter la comprÃ©hension et la mise en Åuvre de la « Gestion des actifs logiciels » et fournir un ensemble de rÃ©gles pour proposer une approche pratique aux multinationales, PME et administrations engagÃ©es dans une telle dÃ©marche.

La BSA encourage le signalement de cas de piratage de logiciels concernant toute entreprise utilisant des logiciels sans licence, ou tout individu ou organisation vendant de faÃ§on illÃ©gale des logiciels sur Internet, par exemple. Des rapports confidentiels peuvent Ãªtre effectuÃ©s sur : bsa.org. Le site web de la BSA fournit Ã©galement des guides et des donnÃ©es qui peuvent aider les entreprises Ã s'assurer qu'elles agissent bien efficacement et lÃ©galement.

[Plus d'information](#) et d'outils relatifs Ã la rÃ©glementation en matiÃ©re de logiciels sont disponibles.